

OBSERVATIONS prononcées à la suite de la communication de M. Pierre Messmer (*séance du lundi 20 décembre 2004*)

Jean-Claude Casanova : Votre communication me semble empreinte d'une mélancolie à laquelle je m'associe assez volontiers, constatant qu'aujourd'hui triomphent deux conceptions de l'Europe qui, curieusement, sont l'une anglaise et l'autre américaine.

La conception anglaise a été précisément exprimée dans les années 1930, en réponse au mémorandum Briand proposant une Fédération européenne. L'Angleterre a estimé alors qu'il valait mieux se limiter à une simple zone économique et juridique consensuelle. Aujourd'hui, cela reste la position anglaise, défendue par Tony Blair, qui, en quelque sorte, reprend le schéma churchillien. Celui-ci définissait trois cercles et un pivot : le cercle de l'Empire britannique, le cercle de l'Europe et le cercle atlantique, qui comprend l'Europe et les Etats-Unis. L'Angleterre appartenant à ces trois cercles en est le pivot.

La conception américaine est qu'il faut une forme d'unification en Europe. A l'origine, il s'agissait de contenir la puissance soviétique. Celle-ci ayant disparu, les Etats-Unis ont considéré qu'il suffisait d'élargir l'OTAN, laquelle s'étend aujourd'hui aux pays baltes et comprend la Turquie, qui a été intégrée en raison du rôle stabilisateur qu'elle peut jouer au Moyen Orient.

Du côté anglais, la limite à ne pas atteindre est un degré d'intégration politique trop grand ; du côté américain, la limite à ne pas atteindre est celle d'une extension géographique trop grande.

Force est de constater que les positions anglaise et américaine triomphent aujourd'hui, en France avec l'aval du Président de la République, ce qui n'est pas sans ironie si l'on se réfère à l'héritage gaulliste, mais aussi dans la social-démocratie allemande, dans la droite italienne et dans la gauche espagnole. La raison en est l'apparition d'une nouvelle religion. Tous les historiens savent bien que le socialisme est une hérésie chrétienne du XIX^e siècle. Actuellement émerge une nouvelle hérésie chrétienne, difficile à dénommer, mais aisément identifiable comme négation de toute forme d'altérité. Cette hérésie professe que les autres ne doivent pas être différents, ce qui implique que l'on n'a pas soi-même d'identité. C'est sans doute la force de cette religion qui rend extrêmement timides les gouvernements et opinions publiques actuels.

Cela est manifeste dans l'affaire turque que les gouvernements se refusent à trancher. En effet, il faudrait soit oser dire que la géographie est déterminante, ce que l'on ne veut pas dire, soit que l'histoire et l'identité sont déterminants, ce que l'on refuse également de dire pour ne pas poser le problème de l'altérité. Pourtant, les identités persistent.

*
* *

Alain Plantey : Permettez-moi de revenir sur la question de la ratification du traité qui nous est proposé. Supposons que le traité ne soit pas ratifié par un grand pays, par exemple le Royaume Uni. Est-ce que tout ce qui a été fait auparavant pour la construction européenne disparaîtrait, comme on veut aujourd'hui le faire croire ? Certainement non ! On en reviendrait simplement au traité de Nice, c'est-à-dire au *statu quo* actuel. Examinons les principales dispositions de ce *statu quo*.

Premièrement, les adhésions déjà entrées en vigueur sont définitives. Rien ne serait donc changé pour les pays baltes et d'autres qui sont d'ores et déjà dans l'Union européenne. Pour ce qui

est de la Turquie, en l'absence d'un statut constitutionnel général, on reviendrait à une discussion d'un autre ordre.

Deuxièmement, les majorités impossibles du traité actuel disparaîtraient. Or ces majorités aboutissent à l'irresponsabilité des Etats car les décisions se trouvent à la merci du plus petit dénominateur commun. Donc rien d'audacieux ne se ferait.

Troisièmement, en revenant au traité de Nice, on redécouvrirait le système de cogestion gouvernementale de l'Europe et notamment l'alliance franco-allemande, noyau dur d'une Europe continentale, surtout pour les armements.

Quatrièmement, nous reviendrions à une entente franco-anglaise capitale, si l'on prend en considération la force nucléaire et l'exercice du droit de veto aux Nations Unies, qui sont propres à ces deux pays.

Cinquièmement, nous devrions repenser les politiques communes européennes à la lumière du Marché unique. Certaines responsabilités seraient rétablies, telle que la responsabilité de la France vis-à-vis de l'Afrique. En effet, si le pouvoir français n'a plus d'autonomie en Europe, il n'est plus de politique africaine possible. Les pays francophones retrouveront un grand pays qui les soutient si la France retrouve son pouvoir.

En résumé, je ne crois pas qu'il faille annoncer une catastrophe si le traité « constitutionnel » n'était pas ratifié. Le système serait parfaitement gérable. Il faudrait dès à présent envisager l'hypothèse de cette non ratification et voir comment mieux utiliser les possibilités du traité de Nice.

*
* *

Bernard Bourgeois : Vous avez fortement souligné que les problèmes qui se posent à l'Europe ne pourront être résolus que si l'Europe s'attache à être elle-même, c'est-à-dire en quête d'objectifs généraux et dans le souci aussi des autres continents (telle l'Afrique). Cette solution enveloppe une certaine conscience de soi que l'Europe doit prendre d'elle-même.

Ou bien l'Europe se veut comme la consécration politique d'une culture déterminée que l'histoire a tissée et, dans ce cas, elle se constitue en une unité exclusive. Ou bien elle se donne pour tâche ce que sa culture a érigé comme idéal constant, à savoir la réalisation de l'universel, qu'il soit saisi dans la perspective du christianisme ou dans celle du rationalisme classique des Lumières, et alors elle fait bien d'elle le continent pacificateur, notamment par le droit et la force au service du droit, du monde lui-même.

Or n'est-ce pas dans la poursuite de l'universel et, par conséquent dans la réconciliation des cultures, que l'Europe se réalise pleinement ? Un accueil de la Turquie, par exemple, dans les conditions qui ont été fixées, ne s'inscrirait-il pas dans une telle conscience de soi de l'Europe, tournée vers son avenir conformément au plus bel idéal de sa mission qu'elle se soit donné dans son passé ?

*
* *

Emmanuel Le Roy Ladurie : Pourriez-vous nous parler de l'euro, élément important dans la construction de l'Union européenne ?

*

* *

Jean-Marie Zemb : Evoquée si fermement par notre Chancelier, l'urgence autant culturelle que politique d'un investissement européen dans le trilinguisme m'incite à renouveler trois suggestions qui n'ont du disparate que l'apparence.

-Les zones limitrophes des pays partenaires étant inégales en quantité et en qualité, la gestion de l'enseignement (réciproque) des langues des voisins relèverait avantageusement, au nom précisément de la subsidiarité, d'autorités communes en ce qui concerne la formation, le statut et la fonction, ce dont la souveraineté ou du moins l'autonomie des différents systèmes d'instruction et d'éducation nous tient précisément fort éloignés.

-S'agissant plus particulièrement des relations franco-allemandes, il me paraît souhaitable qu'au Conseil européen, les autorités françaises soutiennent les intérêts de l'allemand au lieu d'en craindre la concurrence. D'une part, les autorités allemandes correspondantes semblent craindre qu'un minimum de conscience patriotique ne leur vaille des accusations de pangermanisme et se montrent de ce fait extrêmement modestes. D'autre part, le calcul dont on peut supposer que certains ont fait leur ligne de conduite, à savoir qu'en ne pouvant plus, pour les actes officiels, s'exprimer en allemand, les Allemands opteraient sur le français, s'est avéré illusoire, et le transfert vers l'anglais a fini par nuire au français au lieu de le servir.

-Après des décennies de déboires dus notamment à une appréhension inadéquate du moyen et du long terme, les recherches fondamentales en matière de TA (traduction automatique) devraient permettre des progrès plus rapides en matière de TAO (traduction assistée par ordinateur) dans la constellation institutionnellement multilingue dans laquelle l'Europe vient d'entrer le 1^{er} mai. Dans les 'domaines' langagiers que recouvrent les sections de l'Académie des sciences morales et politiques, une certaine standardisation du lexique pourrait profiter des définitions que le Groupe Leibniz recommandait dans la perspective d'une langue-pivot qui réduirait considérablement le poids babélier des $\frac{1}{2}(n.n^{-1})$ relations bilatérales. La subsidiarité bien comprise voudrait que le chantier d'une telle langue-pivot forcément commune soit considéré comme un investissement communautaire.

*
* *

Jacques de Larosière : Je ne souhaite faire qu'une remarque au sujet de la mondialisation, elle-même favorisée par la doctrine européenne de la liberté des échanges. Le fait que la politique commerciale extérieure de l'Europe soit de la compétence communautaire est, à mes yeux, un succès, car cette unification de la politique commerciale extérieure a assuré plus d'efficacité dans la négociation, principalement avec les Etats-Unis. Mais cela accélère aussi la mondialisation, et certaines spécificités nationales, notamment sociales, risquent de s'estomper car elles peuvent apparaître incompatibles avec les règles du marché mondial et de la libre concurrence.

Toutefois, même si la logique libérale s'impose, souvent à l'avantage de l'Europe, qui peut, par exemple, vendre ses Airbus face à Boeing, il reste une inertie des mentalités, qui pousse certaines composantes des opinions publiques à solliciter la protection de l'Etat national lorsque se profile un risque sur les "situations acquises".

Il m'apparaît donc nécessaire de redéfinir les fronts sur lesquels l'Europe a avantage à se montrer unie, et donc de donner un contenu nouveau à la subsidiarité. Mais il convient aussi de s'attacher à préserver ce qu'il y a de meilleur dans chaque système social. Toutefois, pour y parvenir, il faut que les politiques nationales s'adaptent aux réalités nouvelles, ce qui implique que l'on parle le langage de la vérité et non celui des faux-fuyants.

*
* *

Yvon Gattaz : En ce qui concerne les langues, il faut se rappeler que le nombre de langues croît comme le carré du nombre des participants. Pour parler comme les mathématiciens, la liaison deux à deux de nombres n , c'est n facteur de $n-1$ divisé par 2. Si l'on prend vingt langues européennes, cela donne 20 multiplié par 19 et divisé par 2, soit 190 interprètes, à condition que l'on ait affaire à des interprètes exceptionnels, aussi habiles en thème qu'en version. Si ce n'est pas le cas, il faut 380 interprètes pour 20 participants. Nous avons là un formidable facteur de freinage de la croissance européenne.

J'aimerais, en second lieu, évoquer la croissance, dont certains philosophes mettent en doute la nécessité. Pourtant la croissance est un postulat absolument indispensable. D'abord, elle est biologique ; si l'on ne croît pas, on décroît et l'on meurt. Ensuite, elle est psychologique ; on ne peut soulever l'enthousiasme que si l'on promet la croissance. Il suffit de penser aux effets qu'aurait une promesse de stagnation, voire de décroissance. Enfin, la croissance est une gomme magique qui efface toutes les erreurs. Les chefs d'entreprise le savent bien qui voient leurs erreurs - surinvestissement, surendettement ou surstock - bien vite oubliées quand survient la croissance.

*
* *

Michel Crozier : Nous avons eu un moment d'illusion et d'utopie, qui a pris fin avec le départ de Jacques Delors de la Commission européenne, moment où nous avons cru en une Europe à la française, c'est-à-dire marquée par une certaine planification. Il ne faut néanmoins pas se réfugier dans la nostalgie. Nous avons, nous autres Français, un travail particulier à accomplir pour tirer parti du mouvement de réflexion sur les politiques publiques, domaine dans lequel nous sommes en retard. C'est ce qui explique une bonne part de l'incertitude de nos élites et du manque de lisibilité de l'avenir. Je suis frappé par le fait que les responsables français, tant à Bruxelles que dans les autres instances européennes, sont très forts sur les projets, mais pas du tout sur la réflexion préparatoire qui rend possible d'avoir des projets viables.

*
* *

Michel Forget : On parle peu de l'armement nucléaire. Au temps de la guerre froide, il dominait tout. Aujourd'hui, alors que l'on parle de l'Europe de la défense, il semble être devenu un sujet tabou. Cela signifie que la France et l'Angleterre gardent leur spécificité. Permettez-moi néanmoins de vous demander votre sentiment sur l'évolution possible de la situation en ce qui concerne le nucléaire.

*
* *

Réponses :

A Jean-Claude Casanova : Je ressens, comme vous l'avez noté, une certaine mélancolie. C'est celle que beaucoup d'hommes politiques, de militaires et de philosophes ressentent lorsque l'on passe de la mystique à la politique. Il est vrai que les hommes de ma génération se sont fait une idée de l'Europe qui était sans doute trop belle. Cela ne signifie pas qu'il ne faille plus rien faire, mais cela signifie que nous avons perdu nos illusions.

Vos considérations sur les conceptions anglaise et américaine sont tout à fait exactes et je ne saurais y ajouter quoi que ce soit.

J'adhère également à votre remarque sur l'identité. L'abandon de son identité par l'Europe constitue aujourd'hui l'un des problèmes les plus graves qui soient. C'est l'expression d'une crise très profonde de peuples et de penseurs qui ne croient plus en eux-mêmes.

A Alain Plantey : Si les refus de ratification viennent de petits pays, on procèdera sans doute comme par le passé : on proposera un nouveau référendum dans quelques années aux pays du « non » pour qu'ils disent « oui ». Si le refus vient de l'Angleterre, on lui proposera certainement de ne pas prendre en considération les éléments qui lui déplaisent dans la Constitution, ce dont l'Angleterre se réjouira.

A Bernard Bourgeois : Je ne souhaite pas revenir sur le problème de la Turquie puisque nous en débattrons ultérieurement. Vous parlez de la réconciliation des cultures, ce que je comprends très bien. Mais pour qu'il y ait réconciliation des cultures, il faut que chacun ait la conscience de ce qu'il est et de ce qu'il veut. Il ne s'agit pas d'accepter n'importe quoi de la part des autres, car dans ce cas, il n'y a pas de réconciliation, mais une capitulation.

L'Europe, au nom de l'universalisme et de la réconciliation des cultures, doit-elle faire entrer tous les candidats à l'Europe, y compris, s'ils respectent les conditions du traité de Copenhague, les îles Fidji ou le Guatemala ? Ma réponse est non. Il faut fixer des limites géographiques.

A Emmanuel Le Roy Ladurie : Si je n'ai rien dit de l'euro, c'est parce que j'ai parlé des problèmes qui se posent à l'Europe. Or l'euro n'en est pas un. Actuellement, l'euro ne pose pas à l'Europe de grands problèmes. On peut certes évoquer la parité avec le dollar, mais il faut se souvenir des difficultés bien plus considérables dans ce domaine avant la naissance de l'euro.

A Jean-Marie Zemb : Il y a certainement beaucoup de progrès à faire en matière de traduction automatique. N'y aurait-il pas lieu de nous rapprocher du Ministère des Affaires étrangères et de Bruxelles sur un sujet aussi important pour l'Union européenne ? Sur un milliard deux cent millions d'euros, budget inscrit à Bruxelles pour la traduction en 2005, on pourrait peut-être trouver 20 à 30 millions d'euros pour la traduction automatique.

A Jacques de Larosière : Vous avez eu raison de dire que les négociations commerciales internationales menées par un représentant de l'Europe permettent à l'Europe d'avoir un poids que les grands pays européens n'avaient ni individuellement, ni collectivement. Cela suppose évidemment que les Etats-membres se mettent d'accord au préalable pour donner des instructions cohérentes à leurs représentants, ce qui n'est pas toujours aisé.

Pour ce qui est du recours à la protection nationale en matière économique, il est évident qu'il sera de plus en plus difficile. Je n'ignore pas qu'il existe une sorte de consensus entre le gouvernement, les syndicats et même le patronat pour dire que les délocalisations représentent peu de chose en pourcentage de chômage. Mais il faut comprendre que le mouvement qui a commencé ne s'arrêtera pas. Il y a en ce moment une dizaine d'opérations très importantes en préparation. Ainsi Arcelor, qui est à la fois la sidérurgie française, la sidérurgie belge, la sidérurgie luxembourgeoise et la sidérurgie espagnole, plus des implantations notables au Brésil, explique à

ses ouvriers lorrains que s'ils ne renoncent pas aux RTT, les investissements se feront ailleurs. Qui pourrait s'y opposer ?

La protection nationale devenant illusoire, on comprend le rejet croissant de l'Europe qui se manifeste dans les régions menacées. Il y a cinq ou six ans, plus de 80 % des électeurs de l'Est de la France étaient favorables à l'Europe. Aujourd'hui, je pense que l'on ne dépasserait pas les 60 %.

A Yvon Gattaz : Vous avez tout à fait raison en ce qui concerne la multiplication incontrôlable des interprètes et traducteurs, et vous avez également raison de souligner qu'il n'y peut pas y avoir de construction européenne sans croissance. Si l'Europe ne peut pas assurer un minimum de croissance, la construction s'arrêtera et le système se dégradera.

A Michel Crozier : Il est effectivement nécessaire de développer une politique de développement à long terme et d'opérer des choix. Toutefois, cela devient de plus en plus difficile car les nouveaux adhérents ne sont pas du tout portés sur le long terme. Ils attendent de l'Europe des résultats à très court terme.

A Michel Forget : A l'heure actuelle, rien n'est changé. L'Angleterre et la France restent totalement maîtres de leur armement nucléaire, la France peut-être plus que l'Angleterre, puisque celle-ci est tenue par des accords passés avec les Américains, en particulier pour la fourniture de matériel.

Un jour viendra où le problème se posera. Depuis la deuxième guerre mondiale, nous vivons dans la hantise de la dissémination de l'arme nucléaire. Tous les pays qui ont accédé à l'armement nucléaire après les Etats-Unis étaient d'accord sur la non-dissémination. Le fait est que, pendant 50 ans, en dehors des membres du Conseil de sécurité et d'Israël, il n'y a pas eu de dissémination. Mais tout a changé depuis quelques années : l'Inde et le Pakistan ont l'arme nucléaire. La Corée du Nord et l'Iran sont en passe de l'avoir. Je ne vois pas non plus comment il sera possible d'empêcher le Japon et d'autres pays de se dorer eux aussi de l'arme nucléaire. C'est d'ailleurs un fait que les Américains ont déjà pris en compte puisqu'ils ont changé leur stratégie nucléaire. De la simple dissuasion, ils sont passés à la fabrication d'armes destinées à des frappes préventives.

Si l'Europe veut se contenter de jouer la simple neutralité dans le monde, elle peut se limiter à des armes classiques. Mais si elle a des ambitions mondiales, alors elle devra définir une stratégie nucléaire, ce qu'elle ne pourra faire sans l'Angleterre et sans la France.

En conclusion, je dirai que nous sommes tous – je parle pour les hommes de ma génération – de très ardents Européens. Nous voulons tous la construction européenne. Mais nous sommes aujourd'hui face à une telle accumulation de problèmes sans solution qu'il nous faut nous demander quel est l'avenir de l'Europe.

*
* *